

Service Urbanisme Réglementaire
Urbanisme

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté – Égalité – Fraternité

Ville de Givors
ARRÊTÉ MUNICIPAL
N°AR2022_378

OBJET : ARRÊTÉ AUTORISATION D'ENSEIGNE, DESTOCKAGE DE LA PLACE

Le maire de Givors,

Vu le code de l'environnement notamment les articles L581-3 et suivant,

Vu l'arrêté du maire n° 11/086 en date du 22 avril 2011 portant sur la création du Règlement de la publicité, des enseignes et des préenseignes sur la commune de Givors ;

Vu l'arrêté du maire n° AR2022_055 en date du 21 janvier 2022 portant délégation de fonction et de signature à Madame Nabiha Laouadi, 5^{ème} adjointe déléguée à l'urbanisme, à l'habitat et au droit,

Vu la demande préalable de Monsieur Ahmed BACAR pour le commerce suivant : DESTOCKAGE DE LA PLACE installé 6 place Jean Jaurès à 69700 Givors, déposée le 25 avril 2022 et enregistrée sous le DAP 06909122405 ;

Considérant que le projet de l'enseigne DESTOCKAGE DE LA PLACE respecte la réglementation nationale et le règlement local de publicité.

ARRÊTE

Article 1 : La demande d'autorisation préalable est accordée pour 1 enseigne DESTOCKAGE DE LA PLACE installée 6 place Jean Jaurès à 69700 Givors

Article 2 : Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté par :

- publication au recueil des actes administratifs et affichage en mairie de Givors,
- notification à l'intéressé
- ampliation du présent arrêté au comptable de la collectivité,
- ampliation du présent arrêté au préfet du Rhône.

Article dernier : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif devant monsieur le maire dans le délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Lyon sis 184 rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03 ou sur le site <https://citoyens.telerecours.fr/>, dans le délai de deux mois à compter de la publication de la décision ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Le 23 mai 2022,

Nabiha LAOUADI, 5ème
adjointe déléguée à
l'urbanisme, à l'habitat et au
droit

Envoyé en Préfecture le :

Affiché ou notifié le :